



# Crise des réfugiés et bouleversement social en Europe: Un drame orchestré par des think tanks liés à l'OTAN

Comment les groupes de réflexion liés à l'OTAN contrôlent la politique européenne des migrants

Par [F. William Engdahl](#)

Mondialisation.ca, 02 mai 2016

[New Eastern Outlook](#) 27 avril 2016

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#), [Services de renseignements](#)

Les vagues de migrants fuyant les guerres touchant la Syrie, la Libye, les attentats de Tunisie et d'autres pays musulmans déstabilisés par les Révolutions de Couleur du Printemps arabe menées par Washington ont créé le plus grand bouleversement social qu'a connu l'Union européenne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Maintenant, il est devenu clair pour la plupart que quelque chose de sinistre est en cours de réalisation, quelque chose qui menace de détruire le tissu social et l'essence même de la civilisation européenne. Ce que peu de gens réalisent, c'est que tout ce drame est orchestré, non pas par la chancelière allemande Angela Merkel ou par des bureaucrates anonymes de la Commission européenne, mais par une cabale de *think tanks* liés à l'OTAN.

Le 8 octobre 2015, au milieu de la vague créée par des centaines de milliers de réfugiés inondant l'Allemagne, la chancelière allemande Angela Merkel a proclamé, au cours d'un programme populaire de télévision allemande : «*J'ai un plan*». Elle en a profité pour critiquer vertement son partenaire de coalition, le chef de la CSU bavaroise, Horst Seehofer, un critique virulent de la politique des bras ouverts aux réfugiés de Merkel depuis le printemps 2015, qui a permis à plus d'un million de réfugiés d'entrer en Allemagne [l'année dernière](#).

Depuis, avec une détermination d'acier, la chancelière allemande a défendu le régime criminel d'Erdogan en Turquie, un partenaire essentiel de son *plan*.

Le monde entier a regardé avec étonnement comment elle a ignoré les principes de liberté d'expression et a décidé de poursuivre publiquement un comédien bien connu de la télévision allemande, Jan Böhmermann, pour ses remarques satiriques à propos du président turc. Tout le monde est étonné de voir que le symbole de la démocratie européenne, la chancelière allemande, a choisi d'ignorer l'emprisonnement par Erdogan de journalistes d'opposition et sa censure des médias d'opposition turcs, alors qu'il tente d'établir une dictature de facto en Turquie. Tout le monde est resté perplexe quand le gouvernement de Berlin a choisi d'ignorer la preuve accablante qu'Erdogan et sa famille ont été matériellement complices du terrorisme d'État islamique en Syrie, qui est à la source de la crise des migrants. Tout le monde a été étonné de voir comment elle a poussé pour un engagement de l'UE à donner des milliards au régime d'Erdogan, pour soi-disant faire face à l'afflux de réfugiés dans les camps de réfugiés turcs.

## Le plan Merkel

Toutes ces actions en apparence inexplicables de la dirigeante allemande, qu'on dit par ailleurs pragmatique, semblent remonter à son approbation d'un document de 14 pages préparé par un réseau de think-tanks otaniens, effrontément intitulé *Le plan Merkel*.

Ce que la chancelière allemande n'a pas dit à son hôtesse, Anne Will, ou à ses téléspectateurs, c'est que son plan lui avait été fourni seulement quatre jours plus tôt, le 4 octobre, dans un document déjà intitulé *Le plan Merkel*, par un think-tank international nouvellement créé et, évidemment, bien financé, appelé l'Initiative de stabilité européenne ou ISE. Le [site internet](#) de l'ISE indique qu'il possède des bureaux à Berlin, Bruxelles et Istanbul.

De quoi éveiller les soupçons, car les auteurs du document ISE ont intitulé leur plan comme s'il provenait du bureau même de la chancelière allemande et non pas d'eux. Plus suspect encore est le contenu du *Plan Merkel* d'ISE. En plus d'avoir déjà hébergé plus d'un million de réfugiés en 2015, l'Allemagne devrait «accepter d'accorder l'asile à 500 000 réfugiés syriens enregistrés en Turquie au cours des 12 prochains mois». En outre, «l'Allemagne doit accepter les réclamations de la Turquie [...] et assurer le transport en toute sécurité des candidats retenus [...] déjà enregistrés auprès des autorités turques [...]» Et enfin, «l'Allemagne doit accepter d'aider la Turquie à obtenir [l'exemption de visa](#) pour l'Union européenne en 2016».

Ce prétendu *Plan Merkel* est un produit des think tanks étasuniens et de l'OTAN liés aux gouvernements des pays membres de l'OTAN ou de membres potentiels. La maxime «suivre la trace de l'argent» est instructive pour voir qui dirige vraiment l'UE aujourd'hui.

### L'Initiative de stabilité européenne (ISE)

L'ISE vient à la suite des efforts faits par l'OTAN pour transformer l'Europe du Sud-Est après la guerre des États-Unis contre la Yougoslavie dans les années 1990, qui a abouti à la balkanisation du pays et à l'établissement d'une grande base aérienne conjointe entre l'OTAN et les États Unis, le Camp Bond Steel au Kosovo.

L'actuel président de l'ISE, qui est directement responsable du document intitulé *Plan Merkel*, est un sociologue autrichien basé à Istanbul, Gerald Knaus. Knaus est également membre du Conseil européen des relations étrangères (ECFR), et un membre de l'*Open Society*.

Fondée à Londres en 2007, l'ECFR est une imitation du *Conseil de New York pour les Relations Etrangères*, le think-tank créé par les banquiers Rockefeller et JP Morgan pendant les pourparlers de paix du traité de Versailles, en 1919, pour coordonner une politique étrangère mondiale anglo-américaine. De manière peu surprenante, le créateur et financier de l'ECFR est le multimilliardaire américain et bailleur de fonds des *Révolutions de couleur*, George Soros. Dans pratiquement toutes les révolutions de couleur soutenues par le département d'État américain depuis l'effondrement de l'Union soviétique, y compris en Serbie en 2000, en Ukraine, en Géorgie, en Chine, au Brésil et en Russie, George Soros et les ramifications de ses fondations *Open Society* ont été dans l'ombre du financement des ONG et des militants pro-démocratie, dans le but d'amener au pouvoir des régimes pro-Washington et pro-OTAN.

Les membres sélectionnés, appelés membres ou associés du Conseil de l'ECFR, basé à Londres, comptent son co-président Joschka Fischer, ancien ministre allemand des Affaires étrangères du Parti Vert, qui a obligé son parti à soutenir le bombardement illégal, par Bill Clinton, de la Serbie sans l'aval du Conseil de sécurité des Nations unies.

Les autres membres de l'ECFR sont l'ancien secrétaire général de l'OTAN, Xavier Solana. On y trouve aussi le plagiaire déshonoré et ancien ministre allemand de la Défense, Karl-Theodor zu Guttenberg ; Annette Heuser, directrice exécutive de la Bertelsmann Stiftung à Washington DC ; Wolfgang Ischinger, président de la Conférence sur la sécurité de Munich ; Cem Özdemir, président de Bündnis90 / Die Grünen ; Alexander Graf Lambsdorff du Parti libéral allemand (FDP) ; Michael Stürmer, correspondant en chef de *Die Welt* ; Andre Wilkens, directeur de la Fondation Mercator ; Daniel Cohn-Bendit du Parlement européen. Cohn-Bendit, connu sous le nom *Danny le Rouge* pendant les émeutes étudiantes de mai 1968, était un membre du groupe autonomiste Revolutionärer Kampf (Lutte Révolutionnaire) à Rüsselsheim en Allemagne, avec son proche allié, maintenant président de l'ECFR, Joschka Fischer. Les deux ont ensuite fondé la branche *Realo* des [Verts allemands](#).

Les fondations *Open Society* sont un réseau de fondations exonérées d'impôts, créé par George Soros à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, pour promouvoir la *démocratie* et le *marché libre* pro-FMI et la libéralisation du marché des anciens pays communistes, ce qui a ouvert grande la porte au pillage systématique des actifs miniers et énergétiques de ces pays. Soros était un financier majeur de l'équipe économique libérale de Boris Eltsine, qui comprenait aussi l'économiste de Harvard, promoteur de la *thérapie de choc*, Jeffrey Sachs, et le conseiller libéral d'Eltsine, [Egor Gaïdar](#).

Déjà, il devient clair que le *Plan Merkel* est en réalité un *Plan Soros*. Mais il y a plus, si l'on veut comprendre l'ordre du jour qui sous-tend ce plan.

Les fondateurs de l'ISE

L'Initiative de stabilité européenne est financée par une liste impressionnante de donateurs. Le site les répertorie.

La liste comprend, en plus des Fondations Open Society de Soros, la *Stiftung Mercator*, une organisation liée aussi à Soros et l'organisation *Robert Bosch Stiftung*. La Commission européenne est aussi un des bailleurs de fonds de l'ISE. Puis, assez curieusement, la liste des bailleurs de fonds pour le *plan Merkel* comprend également une organisation au nom orwellien, l'Institut de la paix des États-Unis.

Certaines recherches révèlent que l'Institut de la paix des États-Unis a tout sauf un esprit épris de paix. L'Institut de la paix des États-Unis est présidé par Stephen Hadley, ancien conseiller au Conseil de sécurité nationale des États-Unis pendant les guerres menées par l'administration néoconservatrice Bush-Cheney. Son conseil d'administration comprend Ashton B. Carter, l'actuel ministre de la Défense de l'administration Obama ; le secrétaire d'État John Kerry ; le major-général Frederick M. Padilla, président de la National Defense University des États-Unis. Ce sont des architectes très expérimentés de la stratégie de [domination militaire](#) mondiale, dite *Full Spectrum Dominance*, du Pentagone.

Les auteurs du *Plan Merkel*, en plus des largesses des fondations de George Soros, listent comme bailleur de fonds importants le *German Marshall Fund* étasunien. Comme je le décris

dans mon livre, *The Think Tanks*, le German Marshall Fund est tout sauf allemand. «C'est un think tank américain ayant son siège à Washington, DC. Son ordre du jour est la déconstruction de l'Allemagne d'après-guerre et plus largement des États souverains de l'UE, pour qu'ils s'adaptent au mieux à l'agenda de globalisation de Wall Street.»

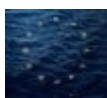
Le German Marshall Fund de Washington a été impliqué dans la politique de changements de régime post-1990 des États-Unis, en ligne avec le National Endowment for Democracy, les fondations Soros, et le faux nez de la CIA appelé USAID. Comme je le décris dans mon livre, «l'objectif principal du German Marshall Fund, selon son rapport annuel de 2013, était de soutenir le programme du Département d'État américain pour les soi-disant opérations de consolidation de la démocratie dans les anciens pays communistes dans l'est et le sud-est de l'Europe, des Balkans à la mer Noire. De manière significative, leur travail comprenait l'Ukraine. Dans la plupart des cas, ils ont travaillé en collaboration avec l'USAID, largement identifiée comme une façade de la CIA ayant des liens avec le Département d'État, et la Fondation Stewart Mott qui donne des fonds à la National Endowment for Democracy ».

On pourra remarquer que la même *Stewart Mott Foundation* est aussi un bailleur de fonds du *Plan Merkel*, tout comme le Rockefeller Brothers Fund.

Tout cela devrait donner à réfléchir quant à savoir pour qui et vers quels objectifs est destiné l'accord Merkel-Erdogan censé faire face à la crise des migrants de l'UE. Est-ce que la faction Rockefeller-Bush-Clinton aux États-Unis a l'intention de l'utiliser comme une expérience d'ingénierie sociale importante pour créer le chaos et des conflits sociaux dans l'UE, en même temps que leurs ONG telles que la NED, Freedom House et les Fondations Soros attisent les choses en Syrie et en Libye et à travers le monde islamique ? L'Allemagne est elle, comme l'a dit Zbigniew Brzezinski, *un vassal* de la puissance américaine dans le monde après 1990 ? À ce jour, tout montre que c'est le cas. Le rôle des think tanks liés au États-Unis et à l'OTAN est central pour bien comprendre la façon dont la République fédérale d'Allemagne et l'Union européenne sont effectivement contrôlées au delà du rideau de l'Atlantique.

William Engdahl

Article original en anglais :



[Refugee Crisis Threatens European Social Fabric: How NATO-linked Think Tanks Control EU Refugee Policy](#)

[New Eastern Outlook](#), le 27 avril 2016

Traduit par Wayan, relu par nadine pour [le Saker Francophone](#).

La source originale de cet article est [New Eastern Outlook](#)  
Copyright © [F. William Engdahl](#), [New Eastern Outlook](#), 2016

Articles Par : [F. William Engdahl](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)